

FRANCE : LE PROFIL COMMERCIAL

Dans cette page : [Les chiffres du commerce international](#) | [Accords internationaux et procédures douanières](#) | [Les normes](#)

Les chiffres du commerce international

La France est un acteur majeur du commerce mondial. Elle est le neuvième exportateur mondial et le septième importateur de marchandises (OMC), et le commerce représente 73 % de son PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). La France exporte essentiellement des avions, des produits pharmaceutiques, des véhicules, des produits alimentaires (vin), des turbines et des produits de beauté ; tandis qu'elle importe des hydrocarbures, des véhicules, des produits pharmaceutiques et des téléphones (Comtrade). En 2022, les prix des importations énergétiques ont augmenté de 2,1 fois par rapport à l'année précédente, attribués à des coûts d'approvisionnement énergétique plus élevés et à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, entraînant plus que le doublement de la facture énergétique. Les importations de gaz ont augmenté de 248 % pour atteindre 59 milliards d'euros, le pétrole brut a bondi de 99 % pour atteindre 33 milliards d'euros, et les produits pétroliers ont augmenté de 60 % pour atteindre 38 milliards d'euros. En ce qui concerne les exportations, les produits agricoles ont enregistré l'une des performances les plus fortes avec une augmentation de 37 % ; tandis que les exportations automobiles ont rebondi à près de 97 % des niveaux de 2019. De plus, les secteurs traditionnels d'exportation de la France ont tous enregistré des excédents : l'aviation (+23,5 milliards d'euros) ; les parfums et cosmétiques (augmentation de 2 milliards d'euros pour atteindre +15 milliards d'euros) ; les boissons (augmentation de 16 milliards d'euros) ; et le secteur pharmaceutique (ajout de 3 milliards d'euros - données INSEE).

En termes de pays, les principales destinations d'exportation en 2022 étaient l'Allemagne (13,7 %), l'Italie (9,2 %), les États-Unis (7,9 %), la Belgique (7,9 %), l'Espagne (7,6 %), le Royaume-Uni (5,7 %) et les Pays-Bas (4,2 %), tandis que les importations provenaient principalement d'Allemagne (13,7 %), d'Italie (9,2 %), des États-Unis (7,9 %), de Belgique (7,9 %), d'Espagne (7,6 %) et du Royaume-Uni (5,7 % - données Comtrade).

La France enregistre un fort déficit commercial structurel. Néanmoins, alors que la balance des biens est structurellement déficitaire car le pays est importateur net d'énergie, la balance des services est excédentaire grâce aux revenus du tourisme. Selon les données de l'OMC, en 2022, la France a exporté des biens d'une valeur totale de 617,8 milliards de dollars (+5,6 % d'une année sur l'autre), tandis qu'elle a importé pour 818,2 milliards de dollars (+14,4 % d'une année sur l'autre). En ce qui concerne les services, la France a exporté environ 337,1 milliards de dollars (+11,9 % d'une année sur l'autre), tandis que les importations se sont élevées à 285,8 milliards de dollars (+10,6 % d'une année sur l'autre). Le solde commercial global a été estimé négatif à hauteur de 3,9 % du PIB par la Banque mondiale (contre 1,9 % un an plus tôt). Selon les dernières données publiées par l'INSEE, au premier semestre de 2023, les exportations de biens ont légèrement diminué (-0,8 % par rapport au second semestre de 2022), tandis que les importations ont connu une baisse plus importante (-9,4 %). Malgré cela, les volumes d'échanges ont augmenté de manière notable, avec une hausse de 2,6 % des exportations de biens et services au deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre, tandis que les importations se sont stabilisées avec une augmentation de 0,4 %. Les échanges de la France avec le reste du monde se sont améliorés, ce qui a entraîné une réduction de 30 milliards d'euros du déficit du compte courant pour le premier semestre de 2023 (à -9,6 milliards d'euros).

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	676.441	654.658	581.297	715.082	818.260
Exportations de biens (millions USD)	582.222	570.951	488.637	585.021	617.855
Importations de services (millions USD)	273.987	267.073	224.705	258.251	285.803
Exportations de services (millions USD)	302.735	295.746	246.048	301.321	337.189

Source : World Trade Organisation (WTO), Dernières données disponibles.

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	64,4	64,1	56,9	60,8	72,1
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-60.734	-52.800	-65.669	-79.447	-144.267
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-32.201	-24.198	-46.837	-38.447	-89.630
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	3,1	2,3	-12,8	8,0	8,9
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	4,5	1,6	-16,8	8,8	7,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	32,7	32,5	29,4	31,4	38,1
Exportations des biens et services (en % du PIB)	31,7	31,6	27,5	29,4	34,0

Source : World Bank, Dernières données disponibles.

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	4,4	5,1	3,9	4,2	3,6
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	2,9	4,3	2,7	3,9	3,3

Source : IMF, World Economic Outlook, Dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

Principaux clients (% des exportations)	2022
Allemagne	13,7%
Italie	9,2%
Etats-Unis	7,9%
Belgique	7,9%
Espagne	7,6%
Voir plus de pays	53,8%

Principaux fournisseurs (% des importations)	2022
Allemagne	14,6%
Belgique	11,3%
Pays-Bas	8,2%
Espagne	7,7%
Italie	7,4%
Voir plus de pays	50,8%

Source : UN Comtrade Database, Dernières données disponibles.

PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

618,3 Mds USD de produits exportés en 2022	
Véhicules aériens conçus pour la propulsion à...	4,2%
Médicaments (à l'excl. des produits du n° 3002,...	4,2%
Voitures de tourisme et autres véhicules...	3,4%
Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres...	2,6%
Parties et accessoires de tracteurs, véhicules...	2,1%
Voir plus de produits	83,6%

819,4 Mds USD de produits importés en 2022	
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	7,4%
Voitures de tourisme et autres véhicules...	4,6%
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	4,5%
Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	4,2%
Médicaments (à l'excl. des produits du n° 3002,...	2,1%
Voir plus de produits	77,2%

Source : UN Comtrade Database, Dernières données disponibles.



Pour aller plus loin, consultez notre service [Flux Import-Export](#).

Principaux services échangés

305,2 Mds USD de services exportés en 2022	
Autres services aux entreprises ... +	30,31%
Transports	28,37%
Voyages	19,56%
Services informatiques et d'information	7,99%
Redevances et droits de licence	4,51%
Services financiers	4,21%
Services d'assurance	3,32%
Services culturels et relatifs aux...	1,05%
Bâtiment et travaux publics	0,38%
Services fournis / reçus des...	0,30%

264,4 Mds USD de services importés en 2022	
Autres services aux entreprises ... +	31,81%
Transports	23,40%

264,4 Mds USD de services importés en 2022

Voyages	18,06%
Services informatiques et d'information	11,99%
Redevances et droits de licence	4,85%
Services d'assurance	4,82%
Services financiers	2,85%
Services culturels et relatifs aux...	1,30%
Bâtiment et travaux publics	0,91%
Services fournis / reçus des...	0,01%

Source : *Département des statistiques des Nations Unies, Dernières données disponibles.*

LE SYSTÈME DE CHANGE

La monnaie locale	Euro (EUR)
Le régime de change	Régime de change flottant.
Le niveau d'instabilité de la monnaie	Risque de change limité puisque l'euro est une devise majeure.
Taux de change au :	

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Dollar américain (USD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	1,06	1,13	1,18	1,12	1,14

Source : *World Bank, Dernières données disponibles.*



Retrouvez tous les taux de change au jour le jour sur notre service [Convertisseur de devises](#).

Accords internationaux et procédures douanières

Les conventions internationales	<p>Membre de l'Organisation Mondiale du Commerce</p> <p>Membre de l'OCDE</p> <p>Signataire du Protocole de Kyoto</p> <p>Signataire de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction</p> <p>Signataire de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination</p> <p>Signataire du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</p> <p>Signataire de l'Accord de Wassenaar sur le contrôle à l'exportation des armes conventionnelles et des biens et technologies à double usage</p> <p>Signataire de l'Accord international sur le café</p>
La coopération économique internationale	<p>La France est membre des organisations économiques internationales suivantes : CCI, Union européenne, OMC, Espace économique européen, G-5, G-7, G-8, G-10, G-20, FMI, OCDE, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles participe la France, cliquez ici. L'adhésion de la France aux organisations internationales est également présentée ici.</p>
Free Trade Agreements	<p>La liste complète et actualisée des accords de libre-échange signés par la France peut être consultée ici.</p>
Membre de la convention sur les admissions temporaires et utilisation des carnets ATA	<p>Oui</p> <p><i>A titre de rappel, ATA est un système permettant le libre mouvement des marchandises et leur admission temporaire. Les marchandises sont accompagnées d'un document unique dénommé carnet ATA qui est régi par des accords internationaux.</i></p>
Membre de la convention TIR	<p>Oui</p> <p><i>A titre de rappel, la convention TIR et son régime de transit contribue à faciliter les transports internationaux, notamment le transport routier, en Europe, au Moyen-Orient, mais aussi dans le reste du monde, tel qu'en Afrique et en Amérique Latine.</i></p>
Les documents d'accompagnement à l'import	<p>Au sein de l'Union Européenne, les marchandises d'origine communautaire peuvent circuler librement, sous exonération de formalités douanières.</p> <p>Les documents devant accompagner les marchandises lors d'une livraison intracommunautaire sont les suivants :</p>

- Connaissance ou lettre de transport aérien
- Certificat d'origine
- Facture commerciale
- Déclaration d'antiquité

Lors d'une transaction extracommunautaire, il faut ajouter :

- Licences d'importation
- Homologations
- Document Unique Douanier (DUA)
- Certificat sanitaire

 Pour aller plus loin, consultez notre service [Trouver ses documents d'accompagnement douaniers](#).

Les zones franches	La France compte une zone de libre-échange, située dans le port de Bordeaux.
Pour plus d'informations	Site de la douane française Ministère des affaires étrangères Ministère de l'économie, des finances et de la relance
Les barrières non-tarifaires	Au niveau européen, les produits agricoles font l'objet d'une protection dans le cadre de la Politique agricole commune et les produits textiles en provenance de Chine, Biélorussie, Corée du Nord, Monténégro, Kosovo et Ouzbékistan sont soumis à des formalités particulières et à des licences d'importations ou à des procédures de contrôles (document d'exportation, document de surveillance). Au niveau national, les échanges de plants et de semences, les aéronefs, et autres sont soumis à déclarations ; elles sont à faire viser respectivement par le GNIS, le Ministère de la défense et le Ministère de l'agriculture. Parmi les barrières non tarifaires figurent les règlements et procédures bureaucratiques, la complexité des normes de sécurité, et les exigences en termes de test et certification.
Les secteurs pour lesquels un différend a été enregistré auprès de l'OMC	Produits agricoles : céréales, bananes, volailles, appellations d'origine géographiques, ails, saumon, sardines, sucre, vin, maïs, café, fromage fondu, riz. Matériaux informatiques, les films et programmes de télévisions, les navires de commerces, les aéronefs civils, l'acier et le coton.
L'évaluation de la politique commerciale	Les pages de l'OMC dédiées à la France Barrières aux échanges, inventoriées par les Etats-Unis

Les normes

Les organismes de normalisation	AFNOR, Association française de standardisation. UTE, Union technique de l'électricité. ETSI, Institut Européen des normes de télécommunications.
L'insertion dans le réseau international de normalisation	Au niveau européen : - CEN, Comité européen de normalisation (en anglais) - CENELEC, Comité européen de normalisation pour l'électrotechnique Au niveau international : - International Standard organization (ISO) - International Electrotechnical Commission (IEC)
L'obligation d'utiliser des standards	A la nécessité de se conformer à la législation européenne (Directive sur la sécurité générale des produits, réglementations techniques) s'ajoute celle de se conformer à la législation nationale française. La conformité aux normes est obligatoire pour des produits tels que les machines, les outils, l'électroménager, les équipements sportifs, les jouets, etc. et cette liste ne cesse de s'accroître. Les biens technologiquement complexes ou potentiellement dangereux doivent subir des tests rigoureux et des procédures d'approbation avant d'être commercialisés en France.
La classification des normes	NF est le marquage de certification nationale. CE est le marquage de certification européen. Il est obligatoire pour qu'un pays puisse être vendu sur le marché.
L'évaluation du système de standardisation	Les Français sont sensibles aux respects des standards ; la marque NF ou la certification ISO 9000 sont bien connues des consommateurs ou des entreprises et appréciées pour leur gage de qualité et de sécurité des produits et des services.
La consultation des normes on-line	AFNOR Le catalogue en ligne des normes européennes Le catalogue ISO

Les grands programmes de normalisation

Les organismes de certification

Voir la liste des organismes indépendants qui délivrent la marque NF sous accréditation de l'AFNOR.

*© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024*